Φ LEÇON n°7	Qu'est-ce qu'une société juste ?
Plan de la leçon	Introduction : Les principes de la justice sociale 1. À quoi a-t-on droit ? 2. Comment organiser la société afin qu'elle soit juste ? 3. Comment punir ?
Perspective	2. La morale et la politique
NOTION PRINCIPALE	JUSTICE
Notions secondaires	État, Liberté, Langage
Repères conceptuels	légal/légitime - objectif/subjectif
Auteurs étudiés	Aristote, J. Rawls, G. W. F. Hegel, A. Schopenhauer, S. de Beauvoir
Travaux	- Reprendre dans un carnet les définitions du cours à retenir Écrire une courte synthèse de la leçon lorsqu'elle est terminée (vous pourrez être interrogés au début de la leçon suivante): Qu'est-ce que j'ai retenu ? (Je note les idées-clés que je retiens de la leçon, les thèses des auteurs ou les questions qu'ils posent) - Évaluation: Écrire un dialogue.

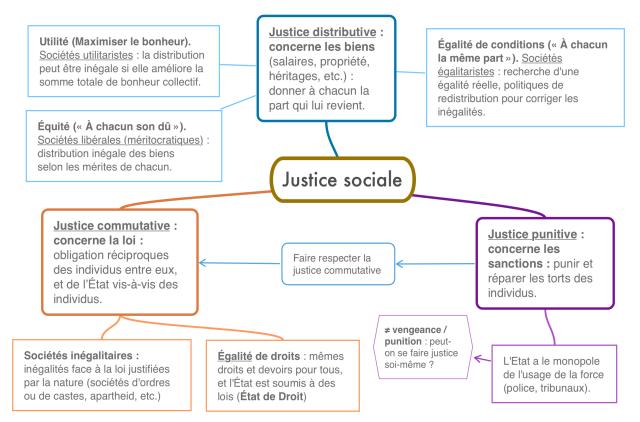
<u>Introduction : Les principes de la justice sociale</u>

Le problème de la justice sociale est de savoir comment une société doit être organisée pour le bien de ses membres. Toute politique vise le bien de la société, mais différentes conceptions du bien ou de la justice sont possibles, d'où la grande diversité de régimes politiques au sein de l'humanité (démocraties, aristocraties, tyrannies, etc.).

La justice sociale s'organise autour de trois questions :

- 1. La question de l'égalité : doit-on être égaux devant la loi, avoir les mêmes droits ?
- 2. La question de l'équité : comment partager les ressources, les biens produits par une société ?
- 3. La question du respect de la loi : comment punir ceux qui désobéissent ?

EXERCICE : étudier la carte mentale ci-dessous et expliquez, pour chaque dimension de la justice sociale, quels sont les problèmes qui se posent.



1. A quoi a-t-on droit? La question de la justice distributive

Amartya Sen, L'idée de justice (2010)

Il s'agit de décider lequel de ces trois enfants – Anne, Bob ou Carla – doit recevoir la flûte qu'ils se disputent. Anne la revendique au motif qu'elle est la seule des trois à savoir en jouer (les autres ne nient pas) et qu'il serait vraiment injuste de refuser cet instrument au seul enfant capable de s'en servir. Sans aucune information, les raisons de lui donner la flûte sont fortes.

Autre scénario : Bob prend la parole, défend son droit à avoir la flûte en faisant valoir qu'il est le seul des trois à être pauvre au point de ne posséder aucun jouet. Avec la flûte, il aurait quelque chose pour s'amuser (les deux autres concèdent qu'ils sont plus riches et disposent d'agréables objets). Si l'on entend que Bob et pas les autres enfants, on a de bonnes raisons de lui attribuer la flûte.

Dans le troisième scénario, c'est Carla qui fait remarquer qu'elle a travaillé assidûment pendant des mois pour fabriquer cette flûte (les autres le confirment) et au moment précis où elle a atteint le but, « juste à ce moment-là », se plaint-elle, « ces pilleurs tentent de lui prendre la flûte ». Si l'on entend que les propos de Carla, on peut être enclin à lui donner la flûte, car il est compréhensible qu'elle revendique un objet fabriqué de ses propres mains.

Mais si l'on a écouté les trois enfants et leurs logiques respectives, la décision est difficile à prendre.

EXERCICE EN GROUPE

- A) Identifier les raisons qui justifient la position de chaque enfant.
 - 1. Anne, qui seule sait jouer de la flûte, peut légitimement la réclamer car...
 - 2. Bob, qui est pauvre contrairement aux autres, serait légitime à obtenir l'instrument car...
 - 3. Carla, celle qui a fabriqué la flûte, peut faire valoir ses prétentions car...
- B) Trouver un fondement philosophique aux réclamations de chacun

Consulter la carte mentale sur les principes de la justice sociale : quel type de justice redistributive correspondent aux arguments de chaque enfant ?

C) « Mais si l'on a écouté les trois enfants et leurs logiques respectives, la décision est difficile à prendre ». Chaque membre du groupe choisit un des trois enfants et défend sa position. Utilisez les textes de la page suivante pour développer vos arguments. Un quatrième élève prend des notes pour résumer ensuite le débat.

Utilitarisme

Muriel Gilardone, 3 enfants, 1 flûte : le choix des principes de justice chez Amartya Sen (Revue "L'Économie politique", 2019)

L'utilitarisme se veut une doctrine résolument moderne, humaniste et altruiste. [...] seuls comptent les états de plaisir ou de souffrance vécus par les êtres humains. L'utilitarisme cherche donc à guider nos actions, tant individuelles que collectives, en articulant avec riqueur une idée simple et attractive : une société juste est une société heureuse.

Les utilitaristes sont en fait les premiers à avoir proposé une réponse scientifique et conséquentialiste aux questions fondamentales de la philosophie politique : « que devons-nous faire de notre société ? Quel est le critère qui doit régir nos décisions collectives ? Quelle est la nature de la société juste ? » (Van Parijs 1991). On qualifie parfois leur approche d'« hédoniste », étant donné leur souci de découvrir et de choisir l'option réduisant les souffrances et accroissant le bonheur des membres de la société. Plus précisément, l'utilitarisme classique présuppose qu'il est possible de faire correspondre à chaque individu un niveau d'utilité – ou un niveau de bonheur – pour toute option envisageable, puis d'additionner les niveaux d'utilité atteints par chacun afin de découvrir l'option à laquelle correspond la somme la plus élevée d'utilité. Il s'agit donc d'une façon systématique et cohérente d'évaluer les états sociaux en cherchant celui qui produit le plus grand bonheur des membres d'une société.

Libéralisme (méritocratie)

Murray Rothbard, L'éthique de la liberté (1982)

Nous avons présenté la société libre comme une société où les titres de propriété se fondent sur certains faits de nature fondamentaux qui caractérisent l'homme : la possession par la personne d'elle-même et des produits de son travail, ainsi que son contrôle effectif des ressources naturelles qu'elle a découvertes et transformées [...]. On peut caractériser le régime de la liberté complète — la société libertarienne — comme une société dans laquelle aucun Droit de propriété n'a été « distribué » (1), c'est-à-dire où aucun homme ne subit d'ingérence de la part d'autres personnes dans le contrôle qu'il exerce sur sa personne ou sur ses biens tangibles. [...] Ainsi, toute propriété sur le marché libre se ramène-t-elle en dernière analyse à : a) la propriété par chaque homme de sa propre personne et de son travail ; b) la propriété par chaque homme de la terre qu'il trouve inemployée et qu'il a transformée par son propre travail ; et c) l'échange des produits issus de la combinaison de a) et de b) contre la production tirée de ressources similaires par les autres participants au marché.

(1) C'est-à-dire attribué et reconnu par l'État.

Égalitarisme

Jean-Fabien Spitz, John Rawls et la question de la justice sociale (Revue "Études", 2011)

Si on demandait à un groupe de personnes, à l'aveugle, de définir une société juste, John Rawls pense que leur intuition première serait de refuser tout critère de répartition dont le caractère arbitraire ou contingent serait manifeste. Ils rejetteraient bien entendu la race, le sexe ou la caste de naissance, mais aussi toute répartition qui pourrait subir l'influence de l'origine sociale. A la place ils choisiraient un principe de juste égalité des chances qui garantit que, à vocation et à qualités identiques, les individus auraient une chance égale et équitable d'atteindre les mêmes positions sociales. Cela suffirait-il à satisfaire leur aspiration au respect de l'égalité morale? Non, car un tel système donnerait naissance à une méritocratie dans laquelle les mieux doués obtiendraient une part plus importante des ressources sociales. Or la répartition des talents et des aptitudes est aussi arbitraire que l'origine sociale et, même s'il était possible d'évaluer la contribution de chacun à l'œuvre collective, il ne serait pas juste de calculer les rétributions en conséquence, car cette contribution est toujours facteur de qualités personnelles dont les porteurs ne peuvent revendiquer la responsabilité et qui, d'une certaine manière, ne leur sont attachées que de manière arbitraire. Les partenaires en concluraient que, puisque les individus ont la même valeur morale, ils ont droit à des ressources identiques. Si l'on y réfléchit quelque peu, on s'aperçoit que cette idée est conforme au bon sens. Pourquoi, en effet, des individus pourraient-ils revendiquer une part plus importante des ressources sociales sous le seul prétexte que le sort ou la nature les a favorisés en les dotant de qualités dont la société est demandeuse?

2. Comment organiser la société afin qu'elle soit juste?

Justice commutative et distributive

NOTIONS COMPLÉMENTAIRES : LIBERTÉ, ÉTAT

ACTIVITÉ DE GROUPE : inventer une société juste.

Vous venez d'échouer avec d'autres personnes sur une île et vous devez fonder une nouvelle société. Pour cela, vous allez vous réunir et utiliser la méthode de la « position originelle » et du « voile d'ignorance » théorisée par le philosophe états-unien John Rawls (« Théorie de la justice », 1971). Cela consiste à se couvrir le visage d'un voile symbolique qui cache tout ce qui fait la particularité de chaque individu : derrière ce voile, il vous est impossible de savoir si vous êtes une femme ou un homme, si vous êtes issus d'une famille d'universitaires aisée ou d'une famille d'ouvriers démunie (etc.), si vous avez des enfants, si vous êtes en bonne santé ou malade, croyant ou athée, etc.

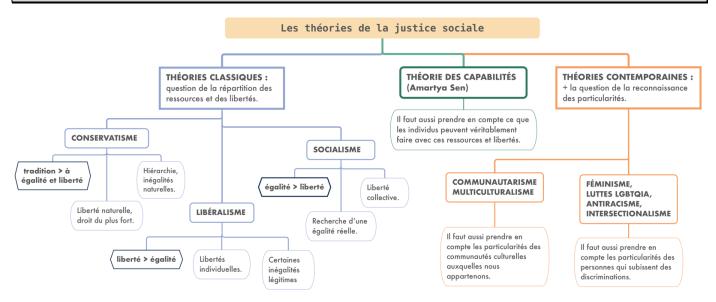
En partant de cette position originelle, vous devez vous accorder avec les autres sur votre future société.

Vous en écrirez les grands principes de justice en vous interrogeant sur :

- <u>La justice commutative</u>: Les droits doivent-ils être les mêmes pour tous ? Quelles sont les grandes libertés fondamentales de votre société ?
- La justice distributive : comment les ressources, les richesses, doivent-elles être reparties ?

CONSIGNES :

- Étudiez les deux cartes mentales suivantes, qui distinguent plusieurs théories de la justice sociale.
- Discutez avec les autres membres du groupe des grands principes de justice de votre société ; prenez des notes.
- Écrivez un texte entre une demi-page et une page qui résume vos grands principes de justice.



Qu'est-ce qu'une société juste ?

CONSERVATISME: une société hiérarchique où l'ordre moral et social est garanti avant tout. La stabilité de l'État et la préservation de la tradition sont plus importantes que la liberté individuelle.

LIBÉRALISME: une société où des individus égaux en droits vivent, interagissent et font des affaires librement. L'État doit seulement garantir la sécurité et les droits des individus, sa puissance est limitée par la constitution et la séparation des pouvoirs (État de droit).

SOCIALISME: une société qui vise l'égalité réelle, où l'économie est encadrée par l'État pour répondre aux besoins fondamentaux de tous.

Rapports sociaux:

il existe des différences et une hiérarchie naturelle entre les hommes (et entre les cultures. les classes sociales, les genres), qui ne doit pas disparaître.

L'État est le garant de l'ordre et de la stabilité de toute la société, il doit maintenir une hiérarchie harmonieuse entre les classes.

Rapports sociaux:

certaines inégalités sociales légitimes sont dues au talent et aux efforts des individus. Elles sont la conséquence d'une concurrence bénéfique entre des individus égaux en droits et en chances, qui travaillent, rivalisent, font des affaires, accumulent et transmettent du capital.

Moralement, se

justifie par le caractère

individuel de la liberté :

les individus sont maîtres

d'eux- mêmes et leurs

doivent être protégées.

libertés individuelles

L'État ne doit pas diriger l'économie et doit intervenir le moins possible dans le marché (économie de marché et capitalisme : propriété privée des moyens de production). Le rôle de l'État est minimal : il doit assurer la sécurité des citoyens (État régalien).

Moralement, se iustifie par la confiance qu'on peut avoir dans la tradition. les moeurs sociales éprouvées par l'histoire, et le désordre que causerait leur abandon.

Politiquement, s'oppose au changement social, à l'individualisme, à l'égalité des individus et à la participation des masses à la décision politique.

> Monarchisme, autoritarisme. totalitarisme

Politiquement, s'oppose à

la domination des individus par la propriété privée.

Rapports sociaux: les classes sociales sont en lutte, mais une société

égalitaire est possible, car les inégalités sociales sont une construction historique et pas une fatalité naturelle.

par le caractère collectif de la

liberté : l'individu n'est pas

séparable de ses conditions

l'émancipation ne peut donc

être que collective et pas

seulement individuelle.

sociales d'existence.

Politiquement, s'oppose à Moralement, se justifie

non réelles.

la domination d'une classe sociale par une autre, au capitalisme et à la propriété privée des moyens de production, à la liberté et l'égalité seulement juridiques et

L'État doit limiter ou

afin de mettre fin à

une égalité réelle

supprimer le capitalisme

l'exploitation et d'instaurer

l'État, et à toute intervention de l'État dans la vie privée, les opinions, les croyances religieuses. S'oppose à la planification de l'économie par l'État et à la remise en cause de

Social-démocratie, socialisme réformiste : réforme progressive

des institutions économiques et politiques. Interventionnisme de l'État dans l'économie et répartition des richesses par la redistribution (État providence).

Lutte révolutionnaire

aboutissant à l'expropriation des grands propriétaires et à la socialisation des moyens de production.

Libertarisme : les libertés individuelles et la propriété privée doivent primer, peu importe les inégalités sociales qu'elles génèrent.

Utilitarisme: les inégalités sont justifiées si elles sont utiles à la prospérité du plus grand

nombre.

Méritocratie: les inégalités sont justifiées par le mérite individuel et l'égalité des

chances.

Libéralisme égalitaire : les seules inégalités justifiées sont celles aui sont à l'avantage de tous (et pas seulement d'une majorité).

Communisme: transformation complète de l'État, qui doit organiser l'économie pour satisfaire les besoins de tous. Fin de la propriété privée.

Anarchisme, communisme libertaire: disparition de l'État au profit de communautés autogérées, qui peuvent s'associer entre elles.

3. Comment punir ? La question de la justice punitive

NOTION COMPLÉMENTAIRE : ÉTAT

ACTIVITÉ : Est-il juste de se venger ?

- 1. Étudiez les textes suivants. Les deux premiers (Hegel et Schopenhauer) défendent l'idée que la vengeance, différente de la punition, est toujours injuste. Le troisième (Simone de Beauvoir) affirme que la vengeance est à l'origine des idées de justice et de punition.

 2. À l'aide des arguments des trois textes, écrivez un dialogue entre deux personnages qui
- s'opposent dans leur réponse à la question « Est-il juste de se venger ? ».

G. W. F. Hegel, Propédeutique philosophique (1808)

La vengeance se distingue de la punition en ce que l'une est une réparation obtenue par un acte de la partie lésée, tandis que l'autre est l'œuvre d'un juge. C'est pourquoi il faut que la réparation soit effectuée à titre de punition, car, dans la vengeance, la passion joue son rôle et le droit se trouve ainsi troublé.

De plus, la vengeance n'a pas la forme du droit, mais celle de l'arbitraire, car la partie lésée agit toujours par sentiment ou selon un mobile subjectif. Aussi bien le droit qui prend la forme de la vengeance constituant à son tour une nouvelle offense, n'est senti que comme conduite individuelle et provoque, inexpiablement, à l'infini, de nouvelles vengeances.

- 1. Qu'est-ce qui distingue la vengeance de la punition selon Hegel ? Répondez en distinguant l'auteur de l'acte, le but, et le résultat.
- 2. Pourquoi la punition est-elle préférable à la vengeance ?

Arthur Schopenhauer, Le Monde comme volonté et comme représentation (1819)

Le but immédiat du châtiment, considéré dans un cas donné, c'est l'accomplissement de ce contrat qu'on nomme la loi. Or la loi, elle, ne peut avoir qu'un but : détourner chacun, par la crainte, de toute violation du droit d'autrui ; car c'est pour être à l'abri de toute agression injuste, que chacun des contractants s'est uni aux autres dans l'État, a renoncé à toute entreprise injuste (...). La loi et l'accomplissement de la loi, en d'autres termes le châtiment, ont donc essentiellement en vue l'avenir, nullement le passé. Voilà ce qui distingue le châtiment de la vengeance, qui tire ses motifs de certains faits accomplis, c'est-à-dire du passé. Frapper l'injuste en lui infligeant une souffrance, sans poursuivre en cela un résultat à venir, c'est là la vengeance ; et elle ne peut avoir qu'un but : se donner le spectacle de la souffrance d'autrui, se dire qu'on en est la cause, et se sentir par-là consolé de la sienne propre. Pure méchanceté, pure cruauté ; pour de pareils actes, la morale n'a pas de justification. Le tort qu'on m'a fait ne m'autorise pas à infliger pareil tort à autrui. Rendre le mal pour le mal, sans chercher à voir plus loin, c'est ce qui ne peut se justifier ni par des motifs moraux, ni par aucun autre motif raisonnable.

- 1. Quel est le but d'une punition, selon Schopenhauer?
- 2. Pourquoi la vengeance est-elle un châtiment injuste?

Simone de Beauvoir, Œil pour œil (Revue "Les temps modernes", 1946)

« Il le paiera » ; le mot est expressif : payer, c'est fournir un équivalent de ce qu'on a reçu ou pris. Le désir d'équivalence s'exprime plus exactement dans la fameuse loi du talion : « œil pour œil, dent pour dent ». (...)

J'ai entendu un maquisard (1) raconter comment il avait appliqué le talion à un milicien (2) coupable d'avoir torturé une femme : « il a compris », a-t-il conclu sobrement. Ce mot (...) nous dénonce l'intention profonde de la vengeance. Il ne s'agit pas ici d'une intellection abstraite, mais (...) d'une opération par laquelle notre être tout entier réalise une situation ; on comprend un instrument en l'utilisant, on comprend une torture en l'éprouvant. Mais que le bourreau ressente, à son tour, ce qu'a ressenti la victime, cela ne saurait apporter de remède au mal qu'il a causé ; il faut que par-delà cette souffrance ressuscitée, ressuscite aussi la totalité d'une situation : le tortionnaire se croyait conscience souveraine et pure liberté en face d'une misérable chose torturée ; le voilà chose torturée à son tour, il éprouve la tragique ambiguïté de sa condition d'homme ; ce qu'il doit comprendre, c'est que la victime, dont il partage l'abjection, partageait aussi avec lui les privilèges qu'il croyait pouvoir s'arroger ; et il ne le comprend pas par la pensée, d'une manière spéculative : il réalise concrètement ce retournement de situation ; réellement et concrètement il rétablit ce rapport de réciprocité entre consciences humaines dont la négation constitue la plus fondamentale des injustices. Objet pour autrui, chaque homme est sujet pour soi, et il revendique âprement d'être reconnu comme tel (...) Ce respect qu'il exige pour soi, chacun le réclame aussi pour ses proches et finalement pour tous les hommes : l'affirmation de la réciprocité des rapports interhumains, c'est la base métaphysique de l'idée de justice ; c'est elle que la vengeance s'efforce de rétablir contre la tyrannie d'une liberté qui s'est voulue souveraine.

- (1) Résistant pendant l'occupation allemande de la France
- (2) Collaborateur de l'Allemagne pendant l'occupation
- 1. Expliquez le sens de l'expression « Il le paiera ».
- 2. Exemple du maquisard et du milicien : que recherche exactement le maquisard en se vengeant ?
- 3. En quoi consiste « la plus fondamentale des injustices » ?
- 4. Quelle est « la base métaphysique de l'idée de justice »?